

Unité bidépartementale Eure Orne
1 Avenue du Marchéchal Foch
CS 50021 - 27020 EVREUX

EVREUX, le 31/08/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/07/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BRANGEON Ecoservices

Chemin du Catellier
27340 Criquebeuf-sur-Seine

Références :
Code AIOT : 0005802102

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/07/2023 dans l'établissement BRANGEON Ecoservices implanté Chemin du Catellier 27340 Criquebeuf-sur-Seine. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La société BRANGEON a repris tous les sites exploités par la société ECOSYS dont celui de Criquebeuf/Seine par jugement du 15/02/2023.

L'ancien exploitant, ECOSYS, a accumulé les déchets verts et les déchets de bois sur la plate-forme sans les traiter. La plate-forme est encombrée, la situation est dégradée (constats faits lors de la visite du 31/03/2023).

La société BRANGEON a prévu d'améliorer la situation pour la fin du mois de juin en mettant en oeuvre un plan d'actions d'urgence.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BRANGEON Ecoservices
- Chemin du Catellier 27340 Criquebeuf-sur-Seine
- Code AIOT : 0005802102
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

Activité de compostage de déchets verts et de traitement de déchets de bois

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Remise en conformité du site suite à sa reprise par la société BRANGEON (articles 7.6.3 ; 8.2.5 et titre 12 de l'arrêté Préfectoral du 01/03/2018).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite , d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	AMÉNAGEMENT ET ORGANISATION DE LA PLATE-FORME DE COMPOSTAGE	Arrêté Préfectoral du 01/03/2018, article 8.2.5.	/	Lettre de suite	2 mois
2	RESSOURCES EN EAU ET MOUSSE	Arrêté Préfectoral du 01/03/2018, article 7.6.3.	/	Lettre de suite	2 mois
3	PLAN	Arrêté Préfectoral du 01/03/2018, article Titre 12	/	Lettre de suite	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des investissements importants ont été entrepris par la société BRANGEON afin d'atteindre des capacités de travail permettant d'envisager un retour à une situation acceptable pour la fin de l'été suite à la reprise du site en début d'année.

Les actions engagées commencent à être visibles : les stocks de déchets vêts non traités diminuent, la bache d'eau incendie est fonctionnelle, des exercices et consignes en terme de sécurité sont réalisés...

Ces efforts sont à poursuivre afin de lever les non-conformités relevés lors de la visite.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : AMÉNAGEMENT ET ORGANISATION DE LA PLATE-FORME DE COMPOSTAGE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/03/2018, article 8.2.5.
Thème(s) : Risques accidentels, Risques accidentels
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: L'installation de compostage comprend : - une aire de réception/tri/contrôle des matières entrantes,

- une aire de stockage des matières entrantes,
- une aire de fermentation aérobie,
- une aire de maturation
- une aire de stockage des composts avant expédition le cas échéant.

Toutes les aires sont imperméables et équipées de façon à pouvoir recueillir les eaux de ruissellement y ayant transité, les jus et les éventuelles eaux de procédé.

Les différents andains de la plate-forme (7 andains d'une surface de 45 m * 10 m) sont séparés les uns des autres par une distance minimale de 3 m (voir plan au titre 12).

Une distance d'au moins 3 m sépare les andains des autres stockages présents sur la plate-forme ainsi que des limites de propriété. L'accès aux différentes aires de l'installation est conçu de façon à permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Une surface de 1 000 m² est maintenue libre en permanence à proximité des bassins. L'ensemble de l'installation est entretenu et maintenu en permanence en état de propreté.

Les opérations de nettoyage et d'entretien sont menées de façon à éviter toute nuisance et tout risque sanitaire. L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires pour lutter contre les proliférations d'insectes et de rongeurs et pour éviter le développement de la végétation sur les tas de compost, et ce sans altération de ceux-ci. Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.

Contexte : Lors de la précédente visite le 31/03/2023, l'inspection a constaté que la plate-forme dédiée au compostage était très encombrée : elle comportait d'importants stockages de déchets verts non broyés.

L'ancien exploitant n'avait plus d'équipements de broyage/criblage en état pour traiter la matière, il s'est contenté de recevoir pendant des mois la matière entrante sans la traiter, ce qui explique la situation dégradée constatée lors de la visite du 31/03/2023. Le personnel présent avait expliqué que le matériel présent était en panne. L'inspection avait alors demandé à la société BRANGEON de s'engager sur un plan d'actions d'urgence afin de remédier rapidement à cette situation.

Le nouvel exploitant a adressé à monsieur le préfet de l'Eure un courrier en date du 7 avril 2023, celui-ci précise en particulier la reprise du broyage (déploiement de nouveaux matériels) et l'information de monsieur le maire en avril 2023 ainsi que la vérification du matériel incendie le 23/05/2023.

Constats lors de la visite du 6/07/2023 :

La société BRANGEON a mis en oeuvre des moyens matériels et humains pour gérer la situation dégradée de la plate-forme. L'inspectrice a constaté le bon fonctionnement du broyeur lors de la visite. Un broyeur lent a été installé sur site le 30/05, un broyeur rapide à partir du 7/06. Des efforts sont mis en oeuvre pour séparer les tas par des allées afin limiter les conséquences d'un départ de feu.



Afin de constater l'évolution de la situation, l'inspection a demandé la réalisation de photos aériennes. Les premiers résultats suite à la reprise du site par la société BRANGEON commencent à être visibles sur les photos aériennes datées du 23/08 (voir annexe) : le stock de déchets verts non broyés diminue.

L'exploitant a transmis à l'inspection un point de situation par courriel du 23/08 afin de justifier le bon avancement des actions engagées :

- entre le 1er et le 31 juillet, 680 tonnes de compost et 300 tonnes de bois ont été évacuées.
- Au 17/08, le stock de bois broyé était de 500 tonnes et la quantité de déchets verts broyés s'élevait à un peu plus de 3 000 tonnes.

La difficulté rencontrée par l'exploitant est de devoir gérer cette situation dégradée des années précédentes en maintenant le service public de réception et traitement des déchets verts de la saison 2023.

Conclusion : les efforts engagés sont à poursuivre pour diminuer la quantité de matière stockée et respecter la prescription de cet article.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : RESSOURCES EN EAU ET MOUSSE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/03/2018, article 7.6.3.

Thème(s) : Risques accidentels, Risques accidentels

Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet

Prescription contrôlée:

L'établissement doit disposer de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre. Un débit total simultané de 120 m³/heure disponible pendant deux heures doit être assuré.

L'exploitant doit disposer sous un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté d'une réserve d'eau permettant de répondre au besoin en eau : un volume de 240 m³ doit être maintenu en permanence. Ce volume pourra être contenu dans une réserve à ciel ouvert dont les caractéristiques techniques devront respecter les dispositions issues de l'annexe 2.5 figurant dans le règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie de l'Eure.

La signalisation de ce point d'eau incendie doit être matérialisée dès l'entrée du site. Cette réserve d'eau (eau propre) est distincte du dispositif de traitement des eaux pluviales et des jus de compostage (contient des polluants organiques susceptibles d'endommager le matériel des secours).

L'exploitant doit disposer également d'un dispositif d'aspiration avec crépine (moto-pompe) dans le bassin de collecte des eaux pluviales avec canon fixe d'un débit d'eau chargée de 60 m³/h. Un volume d'eau de 120 m³ minimum doit en permanence être disponible dans le bassin d'eaux pluviales. Le personnel doit être formé à l'utilisation de ce dispositif.

En cas de départ de feu, l'exploitant doit mettre en œuvre ce dispositif rapidement. L'exploitant

dispose également d'extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles. En cas de condition météorologique défavorable susceptible de générer un incendie par auto-échauffement de déchets entreposés, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer une maîtrise du phénomène : prise de température plus fréquentes, arrosage, séparation des tas.

Contexte : Lors de la précédente visite le 31/03/2023, l'exploitant disposait de moyens en eau sur le site : bache à incendie à l'entrée du site de 240 m³ et accessible et un bassin d'eaux pluviales difficilement accessible compte tenu de l'encombrement de la plate-forme. Ce bassin était proche du débordement suite à de fortes intempéries. L'inspection n'avait pas pu accéder au bassin compte tenu de la végétation présente et n'avait pas pu constater la présence ou non du dispositif d'aspiration avec crépine (moto-pompe) au niveau du bassin.

L'inspection avait demandé à la société BRANGEON de vérifier le bon état de fonctionnement de la bache, de son dispositif d'aspiration et faire valider de sa conformité au règlement départemental, de même pour le bassin d'eau pluviales l'annexe 2.5 figurant dans le règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie de l'Eure.

Une aire libre pour permettre l'accès et l'intervention des secours à proximité du bassin devait être mise en place. Avant la reprise des opérations de broyage, ces équipements devant être opérationnels afin que l'exploitant puissent mettre en œuvre ces dispositifs en cas de constat de départ de feu. La consigne en cas d'incendie devait être formalisée et le personnel formé à celle-ci.

Constats lors de la visite du 6/07/2023 : Le SDIS s'est déplacé sur site, il a confirmé par courrier du 18/07/23 le bon fonctionnement de la bache à incendie à l'entrée du site de 240 m³ et signalé que le bassin de gestion des eaux pluviales et la pompe ne sont actuellement pas utilisables par le personnel et/ou les sapeurs pompiers compte tenu de la difficulté d'accès à ce bassin (végétation importante).

Par courriel du 18/07/2023, l'exploitant a précisé que des essais de la pompe du bassin ont été réalisés par un mécanicien en interne et mettent en évidence le bon fonctionnement de l'appareil. Des devis sont en cours de réalisation pour l'entretien des espaces verts afin de faciliter l'accès à la ressource en eau disponible dans les bassins du site.

Lors de la visite, l'inspection a rappelé à l'exploitant la nécessité de mettre en œuvre une stratégie de sécurité afin de prendre en compte la situation dégradée du site, l'exploitant a confirmé par courriel du 18/07/2023 préparer les salariés à une situation d'urgence : réalisation d'exercices incendies réguliers avec des mises en situation différentes chaque mois et un debriefing avec des pistes d'amélioration: mise en place prochainement d'une réserve de matériaux inertes permettant d'étouffer un éventuel départ de feu...

Conclusion : En cas de départ de feu, il sera difficile de confiner les eaux d'extinction : la végétation rend difficile l'accès à la vanne de confinement, le niveau d'eau dans le bassin de récupération des eaux pluviales est élevé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : PLAN

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/03/2018, article Titre 12
Thème(s) : Risques accidentels, Risques accidentels
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: annexe
Contexte : Lors de la visite du 31/03/2023, l'inspection avait constaté le non-respect du plan de localisation des stockages et d'exploitation compte tenu de l'encombrement de la plate-forme et de la situation dégradée à la reprise du site. Constats lors de la visite du 6/07/2023 : L'inspection constate que des efforts sont menés pour traiter et évacuer de la matière afin de diminuer les stocks sur site. Le plan n'est pas respecté mais l'exploitant fait des efforts pour améliorer la situation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Proposition de délais : 2 mois